ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 12 septembre 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement des délégués permanents à la protection de la jeunesse", a donné le 17 octobre 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e september 1967 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving van de vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming", heeft de 17e oktober 1967 het volgend advies gegeven :

Préambule.

L'article 64 de la loi du 8 avril 1965 ne constitue pas un fondement légal suffisant pour l'ensemble de l'arrêté; des dispositions - l'article 24 du projet - s'appliqueront notamment aux délégués permanents à la protection de l'enfance maintenus en fonction par l'article 98 de la loi du 8 avril 1965 et soumis par cet article au statut des agents de l'Etat.

La référence à la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 peut être formulée plus simplement en reprenant l'intitulé que donne l'arrêté du Régent du 19 juin 1947.

La référence aux lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, pourrait être précisée par une référence à l'article 6.

La référence à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 devrait être précisée, comme il sera proposé ci-dessous.

Compte tenu de ces observations, les quatre premiers alinéas du préambule pourraient être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, notamment les articles 64 et 98;

Vu la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, notamment l'article 5, alinéa 2;

.../...

Vu les lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, notamment l'article 6 modifié par la loi du 2 avril 1965 et par l'arrêté royal n° 25 du 29 juin 1967;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du 16 mars 1964, spécialement l'article 16bis; ".

Il est proposé de rédiger la finale du premier considérant comme suit : "... garanties spéciales que requiert l'emploi; ".

Le second considérant doit être omis pour les raisons qui seront indiquées lors de l'examen de l'article 7.

Le préambule fait mention de l'avis du Secrétaire permanent; cet avis n'était pas requis; en effet, l'article 64 de la loi règle lui-même certaines parties du statut des délégués permanents à la protection de la jeunesse. Il charge notamment le Roi de régler les modalités de l'examen d'admission. Ce n'est que pour les matières qui ne sont pas réglées par la loi que celle-ci rend applicable le statut des agents de

.../...

l'Etat. Dès lors, lorsque le Roi use du pouvoir de régler les modalités de l'examen, il n'est pas tenu de respecter les formalités qui sont prévues par le statut des agents de l'Etat, tel l'avis du Secrétaire permanent requis par les articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat.

+

Le préambule de l'arrêté en projet ne vise pas l'accord du Ministre des Finances, actuellement le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget. Cet accord doit être donné conformément à l'article 6, 2, de l'arrêté royal du 5 octobre 1961; le projet est, en effet, de nature à entraîner des dépenses nouvelles (article 13). La date de cet accord doit figurer au préambule conformément à l'article 24 de l'arrêté royal précité.

Article 2.

Les mots "en qualité d'étranger à l'administration", qui sont repris de l'article 16 du statut des agents de l'Etat, doivent être omis. En effet, le projet ne prévoit pas deux catégories de candidats, l'une étant constituée par les étrangers à l'administration et l'autre par les candidats qui font déjà partie de l'administration.

.../...

Le 6° pourrait être plus simplement rédigé comme suit :

"6° être porteur d'un diplôme d'auxiliaire social ou d'un des diplômes énumérés à l'article 4".

Article 3.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 3.-

L'article 16bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, est applicable à la condition d'âge fixée par l'article 2, 5° ".

Articles 5 et 6.

En ce qui concerne le programme de l'examen, l'article 5 se borne à dire que cet examen comporte une épreuve écrite et une épreuve orale portant sur la formation générale des candidats, ainsi qu'une épreuve portant sur des matières déterminées, et que chaque épreuve est éliminatoire.

Quant à l'article 6, il dispose que la nature, le type et le programme de chacune des épreuves, les modalités essentielles d'organisation de l'examen, notamment l'agencement interne des épreuves et le mode de cotation sont fixés par le Ministre de la Justice avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

.../...

L'article 64 de la loi du 8 avril 1965 dispose que le Roi "règle les modalités de l'examen d'admission au stage qui est organisé par le Ministre de la Justice". Les dispositions des arrêtés royaux qui forment le statut des agents de l'Etat et qui permettraient au Ministre de fixer les modalités de certains examens ne sauraient faire échec à cette disposition légale.

Le Roi doit déterminer lui-même les modalités de l'examen et, selon les principes généraux applicables en matière de délégation, il ne peut confier au Ministre que le pouvoir de régler certaines questions de détail. Le système adopté par les articles 5 et 6 du présent projet et par le projet d'arrêté ministériel qui l'accompagne (L.10.190/2) excède manifestement les limites de la délégation que le Roi peut consentir au Ministre.

Lors de l'examen du projet d'arrêté ministériel il y aura lieu de relever les dispositions qui doivent être prises par le Roi lui-même et de proposer de les insérer dans le projet d'arrêté royal à la place des articles 5 et 6 en les complétant par une formule donnant au Ministre une délégation plus limitée que celle qui est prévue par le projet.

Article 7.

Cet article dispose que : "le programme de l'examen à subir par les bénéficiaires des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, est le même que celui prévu à l'article 5 du présent arrêté".

.../...

Les lois coordonnées relatives au personnel d'Afrique disposent en leur article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, que les bénéficiaires de ces lois doivent "avoir satisfait à une épreuve d'admission telle qu'elle sera déterminée par le Roi ... " et que "... Outre ces conditions, il peut être exigé des intéressés, lorsqu'il s'agit de conférer des emplois techniques ou spéciaux, qu'ils satisfassent à certaines conditions d'âge et de capacités scientifiques ou professionnelles".

Selon les déclarations explicites et répétées du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, tant devant la Chambre des Représentants (Annales parlementaires, S.E. 1961, Chambre, p. 6, séance du 12 juillet 1961) que devant le Sénat (Annales parlementaires, S.E. 1961, Sénat, p. 611, séance du 19 juillet 1961), au cours des débats ayant précédé le vote de la loi du 27 juillet 1961, les épreuves auxquelles seront soumis les candidats bénéficiant du quota réservé, ne pourront être les mêmes que celles que doivent subir les autres candidats.

En effet, il ne s'agit pas de soumettre les anciens agents d'Afrique aux épreuves ordinaires de recrutement que l'on impose aux jeunes candidats qui viennent de terminer leurs études et n'ont jamais servi dans les administrations de l'Etat; il ne s'agit pas tant de vérifier leur formation et leurs connaissances générales que d'apprécier leurs aptitudes concrètes et pratiques dans le cadre de l'activité professionnelle à laquelle ils se destinent.

.../...

Les lois coordonnées permettent au Roi d'exiger pour des emplois techniques ou spéciaux, tels ceux pour lesquels le projet organise le recrutement, des capacités scientifiques ou professionnelles. Ces capacités peuvent être vérifiées par un examen. Le Gouvernement a le pouvoir de déterminer quelles sont les capacités scientifiques ou professionnelles exigées des titulaires de certains emplois. Dans ce domaine, le Gouvernement possède un pouvoir d'appréciation, mais il ne lui est pas permis d'imposer une épreuve sur des connaissances théoriques qui ne seraient pas indispensables pour l'exercice des fonctions envisagées. Pour respecter l'esprit des lois coordonnées précitées, le Gouvernement devrait énumérer les matières en rapport avec les capacités scientifiques ou professionnelles exigées du personnel d'Afrique pour l'exercice des fonctions de délégué permanent à la protection de la jeunesse.

Il est proposé de rédiger l'article 7 de la façon suivante :

"Article 7.-

Les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, doivent présenter un examen comportant :

... ".

Le Conseil d'Etat s'est abstenu de compléter ce texte, car c'est au Gouvernement qu'il appartient d'apprécier quelles sont les matières sur lesquelles doit porter l'examen.

.../...

Article 8.

Dans le texte français, il y a lieu d'insérer le mot "un" avant le mot "avis".

Article 9.

Le texte suivant est proposé :

"Article 9.-

Le jury est présidé par le Secrétaire permanent au recrutement ou par son délégué.

Il comporte une section de régime français et une section de régime néerlandais.

Chaque section est composée du président du jury et de trois assesseurs étant :

1° un fonctionnaire de l'Office de la protection de la jeunesse de rang 11 au moins;

2° un juge de la jeunesse ou un magistrat du parquet près le tribunal de la jeunesse;

3° un membre d'un comité de protection de la jeunesse .

Chaque section est assistée d'un secrétaire choisi parmi le personnel de l'Office de la protection de la jeunesse et qui n'a pas voix délibérative".

.../...

Article 10.

Selon les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, il n'est pas nécessaire de prévoir des assesseurs supplémentaires. Il est possible, en effet, de trouver parmi les diverses catégories mentionnées à l'article 9, des personnes compétentes pour faire subir aux candidats les diverses épreuves prévues.

Dans ces conditions, il est donc proposé de supprimer le second alinéa de l'article 10. Pour les mêmes raisons, les mots "et assesseurs supplémentaires" devraient être omis à l'alinéa 3 de l'article 13.

Article 12.

Cet article devrait prévoir un délai pour l'affichage de la composition du jury. Le texte suivant est proposé :

"Article 12.-

La composition du jury est portée sur un tableau d'affichage à l'Office de la protection de la jeunesse, au siège des tribunaux de la jeunesse et des comités de protection de la jeunesse, ... jours au moins avant l'examen".

.../...

Articles 14 et 15.

Il est proposé d'intervertir l'ordre de ces articles et de les rédiger comme suit :

"Article 14.-

Pour réussir l'examen, les candidats doivent obtenir le minimum des points fixés pour chacune des branches du programme.

Article 15.-

Le procès-verbal de l'examen signé par le président du jury, mentionne les résultats obtenus par chacun des candidats".

Articles 17 et 18.

Selon les renseignements donnés par l'administration, c'est à la suite d'une erreur que les missions prévues à ces articles ont été confiées au président du jury.

Il apparaît normal que la liste des candidats qui ont réussi l'examen ne mentionne que ceux qui remplissaient les conditions requises pour le présenter. Il est dès lors logique d'intervertir l'ordre des articles.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 17.-

Après l'examen, le Ministre de la Justice s'assure que les candidats qui ont réussi remplissaient les conditions requises et prend l'avis du service de santé administratif au sujet de leur aptitude physique.

Article 18.-

La liste alphabétique des candidats qui ont réussi l'examen et qui remplissaient les conditions requises pour le présenter, est publiée au Moniteur belge par les soins du Ministre de la Justice".

Article 19.

Cet article fixe les conditions de nomination en qualité de délégué permanent en stage. Ces conditions devraient être exigées également pour la présentation prévue par l'article 64 de la loi du 8 avril 1965.

Le projet n'institue pas un concours de recrutement limité à un nombre déterminé d'emplois. Il organise un examen qui permet de délivrer un titre de capacité pour l'exercice de la fonction de délégué permanent. Le projet ne met pas un terme à la validité de ce titre de capacité. En effet, il ne résulte pas de l'article 22 que lorsqu'un nouvel examen est organisé, les candidats qui ont réussi l'examen précédent, mais qui n'ont pas été nommés, perdent le bénéfice de leur réussite. Ces candidats pourront donc être nommés plusieurs années après avoir réussi l'examen. Or, l'article 2 du projet prévoit que c'est au moment de l'examen que les conditions d'admissibilité, et notamment la condition d'âge, doivent être réunies.

.../...

On peut admettre qu'un candidat soit nommé plusieurs années après avoir obtenu le titre de capacité. On ne peut cependant pas admettre qu'un candidat soit nommé, alors qu'il ne satisfait plus à une des conditions d'admissibilité. Il convient donc de prévoir que les conditions d'admissibilité à l'examen doivent également être réunies au moment de la nomination. Il n'est cependant plus nécessaire de vérifier à ce moment les diplômes des candidats, puisque ceux-ci auront déjà été vérifiés au moment de l'examen. Quant à la limite d'âge fixée pour la nomination, elle pourrait être supérieure à celle qui est prévue pour l'admission à l'examen.

Il est, dès lors, proposé de rédiger l'article 19 de la façon suivante :

"Article 19.-

Pour pouvoir être présentés et nommés aux fonctions de délégués permanents en stage à la protection de la jeunesse, les candidats doivent :

1° avoir réussi l'examen;

2° posséder pour les fonctions à conférer les aptitudes physiques fixées par l'arrêté royal du 1er décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics;

3° remplir les conditions prévues à l'article 2, 1° à 4°,

4° ne pas avoir dépassé l'âge de ...

.../...

L'article 16bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, est applicable à la condition d'âge fixée par l'alinéa ler, 4°".

Article 20.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 20.-

Lors de leur nomination à titre définitif, les délégués permanents à la protection de la jeunesse prêtent, entre les mains du directeur général de l'Office de la protection de la jeunesse, le serment prescrit par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831".

Article 21.

Conformément aux intentions du Gouvernement, les avis conformes devront émaner des deux comités de protection de la jeunesse ou autorités judiciaires intéressés par le transfert.

L'article peut donc être rédigé comme suit :

"Article 21.-

De l'avis conforme des comités de protection de la jeunesse et des autorités judiciaires intéressés, le Ministre de la Justice peut transférer un délégué permanent à la protection de la jeunesse d'un arrondissement à un autre et d'une juridiction à un comité de protection de la jeunesse ou inversement".

.../...

Articles 22 et 23.

L'intitulé du chapitre IV ne convient manifestement pas pour l'article 23.

Par ailleurs, c'est improprement qu'il est parlé d'une réserve de recrutement, puisque les candidats ne sont pas nommés dans l'ordre des résultats de l'examen. En réalité, il s'agit d'un examen de capacité dont la réussite dispense l'intéressé d'un examen ultérieur.

Compte tenu de ces observations, il est proposé de rédiger comme suit l'intitulé du chapitre IV :
"De la périodicité de l'examen et de l'exclusion des droits de préférence".

L'article 22 devrait être rédigé de la façon suivante :
"Article 22.-

Chaque fois que les nécessités du service le justifient, le Ministre de la Justice organise un examen d'admission au stage .

Ne doivent pas subir un nouvel examen d'admission au stage les candidats qui ont réussi un examen antérieur".

L'article 5, alinéa 2 des lois de priorité ne prévoit pas le droit de préférence, mais l'exclusion de ce droit. La référence à l'alinéa 2 doit donc être omise à l'article 23 du projet.

.../...

Articles 24 et 25.

Il est proposé d'intituler le chapitre V "Dispositions diverses" et le chapitre VI "Dispositions transitoires et finales" avant l'article 26.

Article 26.

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, cette disposition vise les personnes qui étaient délégués permanents à la protection de l'enfance à l'essai au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 8 avril 1965. Par l'effet de l'article 98 de cette loi, elles ont été maintenues en fonctions, ont été soumises au statut des agents de l'Etat et sont devenues "délégués permanents à la protection de la jeunesse en stage". Ces personnes peuvent donc être nommées définitivement.

La rédaction proposée ci-après traduit ces intentions.

"Les délégués permanents à la protection de la jeunesse, qui ont été nommés en stage avant l'entrée en vigueur de la loi du 8 avril 1965 et qui sont restés en fonctions, peuvent être nommés à titre définitif".

Article 27.

La mention de l'arrêté royal du 7 décembre 1962 doit être ajoutée à l'énumération des arrêtés qui ont modifié l'arrêté royal du 6 juillet 1951 : cet arrêté a, en effet, modifié l'article 32, 1°, de l'arrêté royal du 6 juillet 1951.

Aanhef.

Artikel 64 van de wet van 8 april 1965 levert niet voldoende rechtsgrond op voor het hele besluit ; sommige voorzieningen - artikel 24 van het ontwerp - zullen onder meer toepassing vinden op de vaste afgevaardigden bij de kinderbescherming die in dienst blijven krachtens artikel 98 van de wet van 8 april 1965 en door dat artikel onderworpen worden aan het statuut van het Rijkspersoneel.

De verwijzing naar de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 kan eenvoudiger worden geformuleerd als het opschrift uit het besluit van de Regent van 19 juni 1947 wordt overgenomen.

De verwijzing naar de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964, zou kunnen worden verduidelijkt door vermelding van artikel 6.

De verwijzing naar het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 zou moeten worden verduidelijkt zoals hierna wordt voorgesteld.

Met inachtneming van deze opmerkingen, zouden de eerste vier alinea's als volgt kunnen worden gelezen :

"Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 64 en 98 ;

Gelet op de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, inzonderheid op artikel 5, tweede lid ;

.../...

Gelet op de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 2 april 1965 en bij het koninklijk besluit nr. 25 van 29 juni 1967 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd onder meer bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, inzonderheid op artikel 16bis;".

Aan het slot van de eerste considerans schrappe men de woorden "op het stuk van vertrouwen".

De tweede considerans dient te vervallen om de redenen die zijn opgegeven bij het onderzoek van artikel 7.

De aanhef maakt melding van het advies van de Vaste Wervingssecretaris ; dat advies was niet vereist, want artikel 64 van de wet regelt zelf bepaalde gedeelten van het statuut van de vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming. Zo gelast het de Koning nadere regels voor het toelatingsexamen te stellen. Alleen voor hetgeen de wet niet zelf regelt, verklaart zij het statuut van het Rijkspersoneel toepasselijk. Wanneer de Koning dan gebruik maakt van zijn bevoegdheid om nadere regels voor het examen te stellen, hoeft hij geen rekening te houden met de in het statuut van het Rijkspersoneel voorgeschreven formaliteiten, zoals het advies van de Vaste Wervingssecretaris dat wordt geëist door de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel.

+

.../...

De aanhef van het ontwerp-besluit maakt geen gewag van het akkoord van de Minister van Financiën, thans de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting. Dat akkoord moet worden gegeven overeenkomstig artikel 6, 2, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 ; het ontwerp kan immers nieuwe uitgaven meebrengen (artikel 13). Ook de datum van dat akkoord moet in de aanhef worden vermeld overeenkomstig artikel 24 van hetzelfde koninklijk besluit.

Artikel 2.

De woorden "als buitenstaanders", die overgenomen zijn uit artikel 16 van het statuut van het Rijkspersoneel, moeten vervallen. Het ontwerp kent immers geen twee categorieën van gegadigden van wie de enen wel en de anderen niet tot de administratie zouden behoren.

De tekst onder 6° ware eenvoudiger als volgt te lezen :

"6° houder zijn van een diploma van maatschappelijk assistent of van een van de in artikel 4 genoemde diploma's".

Artikel 3.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 3.-

Artikel 16bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, is van toepassing op de leeftijdseis van artikel 2, 5°".

.../...

Artikelen 5 en 6.

Met betrekking tot het examenprogramma zegt artikel 5 alleen dat het "een schriftelijke en een mondelinge proef over de algemene vorming van de kandidaten en ook een proef over bepaalde vakken" omvat, en dat "iedere proef de waarde van een voorexamen heeft".

Artikel 6, van zijn kant, bepaalt : "De aard, het type en het programma van iedere proef, de essentiële inrichtingsmodaliteiten van het examen, inzonderheid de indeling van de proeven en de wijze van beoordelen,worden door de Minister van Justitie vastgesteld in overeenstemming met de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort".

Artikel 64 van de wet van 8 april 1965 bepaalt dat de Koning "nadere regels stelt voor het examen voor toelating tot de proeftijd dat door de Minister van Justitie wordt georganiseerd". De bepalingen van de koninklijke besluiten die het statuut van het Rijkspersoneel vormen en krachtens welke de Minister voor bepaalde examens nadere regels zou kunnen stellen, kunnen die wetsbepaling niet in de weg staan.

De Koning moet zelf de nadere regels voor het examen stellen en, volgens de algemene beginselen ter zake van de overdracht van bevoegdheid, kan hij de Minister alleen belasten met het regelen van sommige bijzonderheden. Het systeem van de artikelen 5 en 6 van het onderhavige ontwerp en van het daarbij horende ministerieel besluit (L.10.190/2) treedt kennelijk buiten de grenzen van de bevoegdheid welke de Koning aan de Minister kan overdragen.

.../...

Bij het onderzoeken van het ontwerp-ministerieel besluit, zal moeten worden aangegeven welke bepalingen de Koning zelf dient vast te stellen, en zal moeten worden voorgesteld, die in te voegen in het ontwerp-koninklijk besluit op de plaats van de artikelen 5 en 6 samen met een formule die aan de Minister een engere bevoegdheid dan die van het ontwerp overdraagt.

Artikel 7.

Dit artikel bepaalt : "Het programma van het examen dat de begunstigden van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964, behoren af te leggen, is hetzelfde als dat waarin artikel 5 van dit besluit voorziet".

Artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika bepaalt dat de begunstigden van die wetten moeten "voldaan hebben bij een toelatingsproef zoals deze door de Koning zal worden bepaald ...". Het zegt ook : "Benevens deze voorwaarden kan er, wanneer het gaat om het begeven van technische of speciale betrekkingen, van de belanghebbenden vereist worden dat zij aan zekere voorwaarden op stuk van leeftijd en wetenschappelijke of beroepskundigheden voldoen".

Naar de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, zowel in de Kamer van Volksvertegenwoordigers (Parl. handelingen, B.Z. 1961, Kamer, blz. 6, vergadering van 12 juli 1961) als in de Senaat (Parl. handelingen, B.Z. 1961, Senaat, blz. 611, vergadering van 19 juli 1961), tijdens de

.../...

bespreking van de wet van 27 juli 1961 uitdrukkelijk heeft verklaard en herhaald, mogen de examens van kandidaten die voor de voorbehouden quota in aanmerking komen, niet dezelfde zijn als voor de overige kandidaten.

Het gaat er immers niet om, de gewezen ambtenaren van Afrika te onderwerpen aan de gewone wervingsexamens voor pas afgestudeerden die nooit in Rijksbesturen hebben gediend. Niet zozeer hun opleiding en algemene kennis als wel hun concrete en praktische geschiktheid voor de te verwachten beroepswerkzaamheid dient te worden getoetst.

Krachtens de gecoördineerde wetten kan de Koning voor technische of speciale betrekkingen, als die waarvoor het ontwerp de werving organiseert, een wetenschappelijke of beroepsgeschiktheid eisen, die aan de hand van een examen kan worden getoetst. De Regering mag oordelen welke wetenschappelijke of beroepsgeschiktheid wordt geëist van titularissen van bepaalde betrekkingen. Het betreft hier een aangelegenheid waarin de Regering vrij kan oordelen, maar zij mag geen examen voorschrijven over theoretische kennis die niet onmisbaar zou zijn voor het uitoefenen van bewuste ambten. Om in de geest van eerder vermelde gecoördineerde wetten te blijven, zou de Regering een opsomming moeten geven van de vakken die in verhouding zijn tot de wetenschappelijke of beroepsgeschiktheid die voor het uitoefenen van het ambt van vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming wordt gevergd van het personeel in Afrika.

Voorgesteld wordt, artikel 7 als volgt te redigeren :

"Artikel 7.-

De leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, bedoeld in artikel 2 van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964, moeten een examen afleggen dat bestaat uit :

...".

De Raad van State vult deze tekst niet aan, want het is zaak van de Regering uit te maken over welke vakken het examen moet lopen.

Artikel 8.

In de Franse tekst moet het woord "un" worden ingevoegd vóór het woord "avis".

Artikel 9.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 9.-

De examencommissie wordt voorgezeten door de Vaste Wervingssecretaris of zijn gemachtigde.

Zij omvat een Nederlandstalige en een Franstalige afdeling.

Iedere afdeling is samengesteld uit de voorzitter van de examencommissie en drie bijzitters, met name :

1° een ambtenaar van de Dienst voor jeugdbescherming met ten minste rang 11 ;

2° een jeugdrechter of een magistraat van het parket bij de jeugdrechtbank ;

3° een lid van een jeugdbeschermingscomité.

Iedere afdeling wordt bijgestaan door een uit het personeel van de Dienst voor jeugdbescherming gekozen secretaris die niet stemgerechtigd is".

.../...

Artikel 10.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zijn er geen bijkomende bijzitters nodig. In de verschillende in artikel 9 genoemde categorieën kunnen immers bevoegde personen worden gevonden om de verschillende examengedeelten af te nemen.

Derhalve wordt voorgesteld het tweede lid van artikel 10 te schrappen. Om dezelfde redenen moeten de woorden "en bijkomende bijzitters" in het derde lid van artikel 13 vervallen.

Artikel 12.

Dit artikel zou een termijn moeten stellen voor het bekendmaken van de samenstelling van de examencommissie. Voorgesteld wordt :

"Artikel 12.-

Ten minste ... dagen vóór het examen, wordt de samenstelling van de examencommissie bekendgemaakt op een aanplakbord bij de Dienst voor jeugdbescherming, en in de zetel van de jeugdrechtbanken en van de jeugdbeschermingscomités".

.../...

Artikelen 14 en 15.

Voorgesteld wordt, deze artikelen van plaats te verwisselen en ze als volgt te redigeren :

"Artikel 14.-

Om voor het examen te slagen, moeten gegadigden het minimumaantal punten behalen dat voor elk van de examenvakken is vastgesteld.

Artikel 15.-

Het proces-verbaal van het examen, ondertekend door de voorzitter van de examencommissie, vermeldt de uitslagen door ieder gegadigde behaald".

Artikelen 17 en 18.

Naar het bestuur heeft medegedeeld, zijn de in deze artikelen bedoelde taken bij vergissing aan de voorzitter van de examencommissie opgedragen.

Het blijkt normaal te zijn dat de lijst van de geslaagden alleen diegenen vermeldt die voldeden aan de eisen om het examen af te leggen. Het is dan ook logisch de artikelen van plaats te verwisselen.

Voorgesteld wordt :

.../...

"Artikel 17.-

Na het examen vergewist de Minister van Justitie zich of de geslaagden aan de gestelde eisen voldeden, en wint hij het advies van de administratieve gezondheidsdienst in nopens hun lichamelijke geschiktheid.

Artikel 18.-

De alfabetische lijst van degenen die voor het examen geslaagd zijn en voldeden aan de eisen om het af te leggen, wordt door toedoen van de Minister van Justitie in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt".

Artikel 19.

Dit artikel bepaalt de voorwaarden voor benoeming tot "vaste afgevaardigde in stage". Die voorwaarden zouden ook moeten worden gesteld voor de voordracht bedoeld in artikel 64 van de wet van 8 april 1965.

Het ontwerp stelt geen vergelijkend wervingsexamen voor een bepaald aantal betrekkingen in. Het organiseert een examen waarna een bewijs van geschiktheid voor het uitoefenen van het ambt van vaste afgevaardigde kan worden afgegeven, maar zegt niet hoelang dat geschiktheidsbewijs geldig is. Uit artikel 22 blijkt immers niet dat, wanneer een nieuw examen wordt georganiseerd, zij die voor het vorig examen geslaagd zijn maar niet benoemd werden, dat voordeel verliezen. Die geslaagden zullen dus nog jaren na hun examen benoemd kunnen worden. Artikel 2 van het ontwerp stelt echter dat aan de toelatingsvoorwaarden, en met name aan de leeftijdseis, moet zijn voldaan op het tijdstip van het examen.

.../...

Wel kan worden aangenomen dat een gegadigde wordt benoemd verscheidene jaren nadat hij het geschiktheidsbewijs heeft behaald, maar niet dat hij benoemd wordt als hij niet meer voldoet aan een van de toelatingseisen. Er moet dus worden bepaald dat de voorwaarden voor toelating tot het examen ook op het tijdstip van de benoeming vervuld moeten zijn. Dan hoeven de diploma's van de gegadigden echter niet meer te worden onderzocht, want dat zal reeds gebeurd zijn ten tijde van het examen. De leeftijdsgrens voor benoeming van haar kant zou hoger mogen liggen dan de grens die bepaald is voor de toelating tot het examen.

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 19 als volgt te lezen :

"Artikel 19.-

Om tot stagedoend vaste afgevaardigde bij de jeugdbescherming te kunnen worden voorgedragen en benoemd, moeten gegadigden :

1° geslaagd zijn voor het examen ;

2° voor de te verlenen betrekkingen de lichamelijke geschiktheid hebben die bepaald is in het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen ;

3° voldoen aan de eisen van artikel 2, 1° tot 4° ;

4° niet ouder zijn dan ..... jaar.

.../...

Artikel 16bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, is van toepassing op de leeftijdseis bepaald in het eerste lid,4°".

Artikel 20.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 20.-

Bij hun benoeming in vast verband, leggen de vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming, in handen van de directeur-generaal van de Dienst voor jeugdbescherming, de in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af".

Artikel 21.

Overeenkomstig de bedoelingen van de Regering, moeten de eensluidende adviezen uitgaan van beide bij de overplaatsing betrokken jeugdbeschermingscomités of rechterlijke overheden.

Het artikel kan dus als volgt worden gelezen :

"Artikel 21.-

Op eensluidend advies van de betrokken jeugdbeschermingscomités en rechterlijke overheden, kan de Minister van Justitie een vaste afgevaardigde bij de jeugdbescherming overplaatsen van een arrondissement naar een ander en van een gerecht naar een jeugdbeschermingscomité of omgekeerd".

.../...

Artikelen 22 en 23.

Het opschrift van hoofdstuk IV is klaarblijkelijk niet geschikt voor artikel 23.

Anderzijds gaat het niet op te spreken van een werf-reserve, want de gegadigden worden niet benoemd volgens de uitslag van het examen. In feite gaat het om een geschiktheids-examen : de geslaagden hoeven later geen examen meer af te leggen.

Met inachtneming van deze opmerkingen, leze men het opschrift van hoofdstuk IV als volgt : "Periodiciteit van het examen en uitsluiting van voorkeurrechten".

Artikel 22 zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 22.-

Telkens als de behoeften van de dienst het wettigen, organiseert de Minister van Justitie een examen voor toelating tot de stage.

Zij die geslaagd zijn voor een vorig examen hoeven niet andermaal een examen voor toelating tot de stage af te leggen".

Artikel 5, tweede lid, van de prioriteitswetten verleent geen voorkeurrecht maar handelt over de uitsluiting van dat recht. In artikel 23 van het ontwerp moet de verwijzing naar het tweede lid dan ook vervallen.

.../...

Artikelen 24 en 25.

Als opschrift voor hoofdstuk V wordt voorgesteld : "Diverse bepalingen" en voor hoofdstuk VI : "Overgangs- en slotbepalingen" vóór artikel 26.

Artikel 26.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, worden hier bedoeld zij die stagedoende vaste afgevaardigde bij de kinderbescherming waren toen de wet van 8 april 1965 in werking trad. Krachtens artikel 98 van die wet zijn zij in dienst gebleven, aan het statuut van het Rijkspersoneel onderworpen en "stagedoende vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming" geworden. Zij kunnen dus in vast verband worden benoemd.

In de hierna voorgestelde lezing komt die bedoeling tot uiting :

"De vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming die als stagiair zijn benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 8 april 1965 en in dienst gebleven zijn, kunnen in vast verband worden benoemd".

Artikel 27.

De opsomming van de besluiten die het koninklijk besluit van 6 juli 1951 hebben gewijzigd, moet worden aangevuld met het koninklijk besluit van 7 december 1962, dat artikel 32, 1°, van het koninklijk besluit van 6 juli 1951 heeft gewijzigd.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G.CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	R.PIRSON,	assesseurs de la section de législation,	
	G.ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.VAN BUNNEN.